

L'INTERNATIONALE CONSERVATRICE ET ISRAËL

Philippe VELILLA

De plus en plus isolé sur la scène internationale, l'Etat juif peut encore compter sur l'appui des partis conservateurs en Occident. Ce soutien à Israël s'est radicalisé dans la période récente.

L'Internationale conservatrice n'existe pas. Du moins, sous une forme très organisée. Les partis conservateurs n'ont pas constitué de structure transnationale comparable à la vieille Internationale socialiste. Il existe bien une Union démocrate internationale, mais elle est de création récente (1983), et, à l'exception de la période suivant la chute du mur où elle a aidé à la constitution de partis conservateurs en Europe de l'Est, elle n'est guère active. Il existe cependant au niveau de l'Union européenne (UE), un Parti populaire européen (PPE), mais celui-ci se consacre exclusivement aux politiques de l'UE, et de ce fait, est souvent privé de la participation du très eurosceptique Parti conservateur britannique. L'Internationale conservatrice existe encore moins comme force conspirationniste comme pourrait le laisser penser cette expression. Celle-ci exprime simplement une réalité politique. Sur le plan idéologique, tout rapproche le Parti républicain américain, le Likoud israélien, et les partis de droite en Europe : la CDU allemande, le Parti conservateur britannique, le Parti populaire espagnol, le Peuple des libertés italien, l'UMP française ... Tous ces partis ont la volonté de promouvoir une économie la plus libérale possible, de réduire le rôle de l'Etat, de minorer les acquis sociaux et le rôle des syndicats, et ont une vision exclusivement sécuritaire des déviances sociales. On peut également déceler dans leurs méthodes - le discrédit systématique de la gauche sur le thème de son angélisme réel ou supposé

- et leurs moyens - une proximité avec les forces de l'argent et leurs médias - des similitudes qui ne doivent rien au hasard. On doit y ajouter une vision commune du conflit proche-oriental, fondée sur la perception du nationalisme arabe comme expression d'une hostilité à l'Occident qui rapproche tous ces partis d'Israël, et surtout du parti au pouvoir à Jérusalem.

*

L'axe Likoud-Parti Républicain

Les liens entre le Likoud israélien et le Parti républicain américain relèvent parfois de l'osmose : à Jérusalem, le *Merkaz Shalem*, *think thank* financé par des Américains de droite, s'est mis ouvertement au service du Likoud et de son chef, Binyamin Netanyahou, comme l'atteste la lecture de sa revue bilingue *Azure*. Mais les relations entre les deux partis n'ont guère besoin d'être formalisées, car elles relèvent d'abord de la complicité entre les hommes et de leur communauté de vues idéologiques. Entre les dirigeants des deux partis, les rapports sont étroits, surtout depuis que Binyamin Netanyahou règne sur la droite israélienne, c'est-à-dire depuis plus de quinze ans. Dès sa jeunesse étudiante aux Etats-Unis, il fut proche du Parti républicain. Car le jeune Bibi était un marginal au sein de sa génération qui soutenait le Parti démocrate ou le *Students for a Democratic Society* (SDS, extrême gauche) et les différents courants de la *New Wave* et du *Flower Power*, et combat-

taît la guerre au Vietnam¹. Binyamin Netanyahou soutenait la guerre et la droite américaine. Il multiplia les contacts avec les dirigeants républicains dès 1982, lorsqu'il commença une mini-carrière diplomatique aux Etats-Unis, en qualité de numéro deux de l'ambassade d'Israël à Washington, puis comme représentant permanent de son pays auprès des Nations-Unies. De retour en Israël, où il débuta sa carrière politique en se faisant élire à la Knesset en 1988, il renforça ces liens sur deux plans. D'une part, sur le plan financier. Le Likoud, exsangue après sa défaite en 1992, devait renflouer ses caisses. Bibi et son homme de main de l'époque, Avigdor Liberman, réussirent à remettre le parti sur pied en faisant appel notamment à la générosité de plusieurs milliardaires américains proches du Likoud comme du Parti républicain². Ces mêmes milliardaires financeront la campagne de Bibi pour le poste de Premier ministre en 1996, où il battra contre toute attente Shimon Peres. Sur le plan idéologique, Bibi Netanyahou, imprégné de ce qu'il avait appris lors de ses études au MIT et à Harvard, a emprunté à la droite américaine sa vénération pour l'ultralibéralisme en économie. Dans d'autres domaines, et notamment en matière de lutte contre l'insécurité, la proximité entre le Likoud et le Parti républicain est évidente, même si le premier songe d'abord à sa sécurité extérieure, et le second à la lutte contre le crime à l'intérieur. Un autre facteur rapproche le Likoud du Parti républicain : la place accordée à la religion, et surtout aux communautés religieuses. Aux Etats-Unis, la place conquise par les églises évangéliques, qui compteraient

40 dizaines de millions de fidèles, a d'importantes conséquences politiques³. Sans ces communautés, Georges W. Bush n'aurait pas été réélu en 2004 pour un second mandat : la thématique de la lutte contre l'insécurité après le 11 septembre, les discours contre l'avortement et l'homosexualité, ont joué à plein pour la mobilisation de cet électorat au profit du candidat républicain. Le Likoud a également parfaitement compris la montée en puissance des communautés religieuses à notre époque. Mais, contrairement à son homologue américain, le parti de la droite israélienne ne reprend pas à son compte toutes les revendications des partis ultra-orthodoxes : il se contente de s'allier avec eux au gouvernement et d'acheter leur soutien à la Knesset au moyen de subventions qui assurent à leurs institutions (scolaires et sociales) une puissance inégalée.

Cette influence des églises évangéliques n'est pas étrangère au positionnement du Parti républicain sur le conflit israélo-palestinien⁴. Les églises évangéliques soutiennent ouvertement la colonisation des Territoires, y voyant le signe de l'arrivée des Temps messianiques, de la Rédemption, et ... de la conversion des Juifs au christianisme ! Nul doute que le Likoud et les partis de l'extrême droite israélienne n'admettent pas le dernier point de la prédiction, mais ils trouvent chez les Evangélistes américains un soutien appréciable à leurs thèses dans l'Amérique profonde et la garantie que celles-ci seront bien défendues par les élus républicains au Congrès et au plus haut niveau de l'Etat lorsque c'est le Parti de l'éléphant qui est au pouvoir à

1. Voir le portrait du chef de la droite israélienne dans l'ouvrage de Robert Assaraf, *Une Crise et des Hommes*, Plon, Paris, 1999, pp. 109 et s.

2. Notamment Reouben Matthews, Ron Lander, fils d'Esthée, reine des cosmétiques, Marvin Josefson (voir Robert Assaraf, *op. cit.* p. 118).

3. Hérodote, n° 119, quatrième trimestre 2005, *Les Evangélistes à l'assaut du Monde*.

4. Frédéric Encel, *Le sionisme chrétien : paroles de romantiques, épées de combattants, influence d'évangélistes*, Hérodote, *Ibid*, pp. 41-47.

Washington. D'autant que cette approche du conflit a des bases historiques solides. Pendant toute la Guerre froide, le nationalisme arabe était soutenu par l'Union soviétique et à ce titre vivement combattu par les Américains, démocrates comme républicains. Mais c'est une administration républicaine, celle de Richard Nixon, avec Henri Kissinger comme secrétaire d'Etat, qui, la première, dut en tirer les leçons sur le plan militaire, en remplaçant la France comme fournisseur de l'armée israélienne après 1967. Cette alliance, jamais formalisée par un traité, perdurera, assurant à Israël cette *supériorité stratégique* qui constitue aujourd'hui encore la meilleure garantie de l'Etat juif face à ses ennemis. Toutes les administrations, démocrates comme républicaines, resteront fidèles à ce schéma. Les Républicains insistent simplement un peu plus sur le caractère automatique de cet appui à Israël qui doit découler du rapport de forces au niveau international. Des considérations électorales ne sont pas étrangères à ce soutien affiché, les Républicains espérant à chaque consultation emporter des voix juives qui leur font traditionnellement défaut⁵. Cette surenchère pro-israélienne a conduit l'administration Bush à adopter ouvertement la ligne du Likoud. Lors de l'une de ses rares initiatives diplomatiques sur le terrain proche-oriental, Georges W. Bush, le 14 avril 2004, écrivit au Premier ministre de l'époque, Ariel Sharon, une lettre qui contenait un passage soutenant *de facto* la colonisation : *En fonction de la nouvelle réalité sur le terrain, entre autres la présence de centres de population israélienne importants, il serait irréaliste de s'attendre à ce que les pourparlers se terminent par un retour*

5. Voir notre article dans cette même revue, n° 15/2010, pp. 111-120, *Barack Obama, Israël et les Juifs*.

*absolu aux lignes d'armistice de 1949...*⁶ Plus largement, et de façon nette depuis le 11 septembre 2001, le Parti républicain et le Likoud partagent la thèse du choc des civilisations, et inscrivent leur lecture du conflit israélo-arabe dans ce cadre : celui de la lutte entre les démocraties occidentales et un islam conquérant et liberticide. C'est dire tout ce que ces partis doivent au néo-conservatisme.

Ce qui reste du néo-conservatisme

Au début des années 2000, le néo-conservatisme prétendait devenir l'idéologie de référence⁷. Les anciens gauchistes étaient nombreux dans ce mouvement, largement porté souvent par des fils d'immigrants irlandais ou juifs⁸ ayant fui l'Eu-

6. *In light of new realities on the ground, including already existing major Israeli populations centers, it is unrealistic to expect that the outcome of final status negotiations will be a full and complete return to the armistice lines of 1949 ...*

7. Guy Sorman, proche de ce courant de pensée, en a donné une définition synthétique : *Pour les néoconservateurs, l'universalisation de la démocratie est le but - absolument idéaliste - de la politique étrangère et militaire. Dans ce combat pour le Bien, le capitalisme est un outil irremplaçable parce que son efficacité est supérieure et qu'il est le corollaire de la démocratie ; les néoconservateurs ne prétendent pas que ce capitalisme est éthique, mais ils constatent qu'il marche. Enfin, ou surtout, les valeurs judéo-chrétiennes doivent, farouchement, être défendues contre la tentation moderne du relativisme moral (Nicolas Sarkozy est-il néoconservateur ? Le Figaro, 10 octobre 2007).*

8. La judéité de nombre des néoconservateurs est souvent évoquée pour expliquer leur intérêt pour le Proche Orient. L'insistance à souligner cette judéité n'est pas innocente de la part de certains

rope, et supportant très mal la critique, et plus encore l'auto-flagellation d'une Amérique, ce *Golden Medina*⁹, qui leur avait permis de sortir des quartiers populaires et de devenir universitaires ou journalistes. Irving Kristol, figure du mouvement, a donné de ses camarades passés du trotskisme au néoconservatisme une célèbre définition : *le néoconservateur est un homme de gauche qui a été giflé par la réalité*. Cette idéologie entend dépasser le conservatisme traditionnel qui souffre d'un handicap congénital : il n'est guère mobilisateur. Tombe-t-on amoureux des valeurs victoriennes, du libéralisme économique et du démantèlement de l'Etat ? Cette carence devait être comblée par le néo-conservatisme qui - sans abandonner un seul aspect du conservatisme traditionnel - allait y ajouter une dimension idéaliste. Dans l'ordre international, c'est à l'Amérique, *Empire bienveillant*, qu'il revient de lutter contre la *tyrannie*, et de diffuser les valeurs de la démocratie¹⁰. Fondamentalement, l'influence des néo-conservateurs tient à ce qu'ils ont eu l'intelligence

de leurs critiques, notamment depuis la guerre en Irak. Comme le souligne Francis Fukuyama : *De nombreux commentateurs ont en outre fait remarquer que plusieurs partisans de premier plan de la guerre en Irak, comme Paul Wolfowitz, Douglas Feith et Richard Perle étaient juifs ; ils ont alors suggéré que la politique irakienne de Bush était calculée, en dernière analyse, pour assurer la tranquillité et la sécurité d'Israël au Moyen-Orient (D'où viennent les Néo-Conservateurs ? Grasset, Paris, 2006, pp. 7-8).*

9. *Le pays de l'or*, selon l'expression yiddish des émigrants juifs d'Europe centrale et orientale.

10. Pour une excellente synthèse : Alain Frachon et Daniel Vernet, *Le Stratège et le Philosophe*, *Le Monde*, 15 avril 2003. Pour une approche plus approfondie, l'ouvrage des mêmes auteurs :

politique de répondre aux inquiétudes propagées par une certaine gauche angélique. Au relativisme culturel, ils opposent l'idée qu'il y a des valeurs universelles. Au nom de ces mêmes valeurs, ils refusent de s'accommoder des régimes autoritaires épargnés par le *statu quo* hérité de la Guerre froide, sous prétexte de stabilité ou de respect de la souveraineté nationale. Cet *idéisme botté*¹¹ a inspiré la politique de l'Internationale conservatrice au Proche-Orient, présentée après le 11 septembre comme la volonté de construire un *Grand Moyen Orient* devant, à partir du modèle d'un Irak démocratisé et pacifique, imprégner l'ensemble du monde arabe. La Seconde guerre d'Irak vit ainsi l'influence des néo conservateurs atteindre des sommets ... et sombrer¹². Mais le néo-conservatisme continue à inspirer nombre de décideurs.

« Si Israël tombe, nous tombons tous »

Ainsi, lorsque José Maria Aznar ou Silvio Berlusconi ont envoyé des troupes en Irak, où ils n'avaient guère d'intérêts, ils étaient persuadés d'œuvrer pour la *suprématie de l'Occident*. Silvio Berlusconi a exprimé cette idée crûment, lorsqu'il déclara le 27 septembre 2001 : *On ne peut pas mettre sur le même plan toutes les civilisations. Il faut être conscient de notre suprématie, de la supériorité de la civilisation occidentale (qui a garanti) le respect des droits humains, religieux et*

L'Amérique messianique : Les Guerres des néo-conservateurs, Le Seuil, Paris, 2004.

11. Selon l'expression de Pierre Hassner et Justin Vaïsse, *Washington et le Monde : Dilemmes d'une Superpuissance*, Autrement, Paris, 2003.

12. Voir l'article de Nicole Bacharan, *Pourquoi les Néoconservateurs ont échoué*, *Le Meilleur des Mondes* n° 3, printemps 2007.

politiques, qui n'existent pas dans les pays islamiques ... Binyamin Netanyahou ne pense pas autre chose lorsqu'il fonde sa *doctrine arabe*¹³ sur le préalable de la démocratisation des régimes de la région avant toute solution du conflit.

De façon générale, les partis de l'Internationale conservatrice partagent l'idée qu'Israël étant en première ligne face à la menace islamiste, il faut arrimer solidement l'Etat juif au camp occidental. Ainsi, Nicolas Sarkozy, Angela Merkel et leurs homologues de l'OCDE ont pesé de tout leur poids pour qu'Israël soit admis au sein de l'Organisation, ce qui fut fait en juin 2010. Plus encore, un certain nombre de dirigeants européens, dont José Maria Aznar, militent ouvertement en faveur d'une adhésion d'Israël à l'OTAN. Cette idée participe de la volonté de redéployer l'organisation de défense intégrée vers la lutte contre l'islamisme, l'ennemi privilégié antérieur, le communisme, ayant disparu. L'ancien Premier ministre espagnol est même allé plus loin en constituant en juin 2010 un mouvement des amis d'Israël (*Friends of Israel*) avec un texte publié le 17 juin par *The Times*¹⁴ dont l'argumentation est directement inspirée par la doctrine néoconservatrice : *Israël est notre première ligne de défense dans une région turbulente qui risque constamment*

de sombrer dans le chaos ... une région qui forme la ligne de front dans la lutte contre l'extrémisme. Si Israël tombe, nous tombons tous. Intervenant le 30 juin sur une radio israélienne, José Maria Aznar a précisé son approche : *Israël ne fait pas partie du Proche-Orient, il s'agit d'un Etat occidental qui se trouve dans cette région ...* Et de conclure : *Lorsque nous luttons pour Israël, nous luttons également pour notre propre bien*¹⁵. Dans le même ordre d'idées, mais avec un corps de doctrine moins élaboré, en Grande Bretagne, David Cameron a qualifié son lien avec l'Etat juif d'extrêmement profond (*very deep inside*) et d'*indestructible*, et l'a même conduit à se proclamer *sioniste*. En Allemagne, le soutien à Israël transcende les clivages politiques pour des raisons historiques évidentes, et constitue un point fort du consensus national. Du reste, la *fin de la culpabilité allemande* parfois réclamée ici ou là par des intellectuels, n'a jamais conduit à établir une distance avec l'Etat juif auquel la CDU d'Angela Merkel reste fidèle.

Mais le soutien à Israël n'est pas seulement affaire d'idéologie. Le PPE soutient l'Etat juif au Parlement européen : sans les votes de ce groupe, l'accord d'association entre Israël et l'Union européenne aurait été suspendu depuis longtemps, car lors de chaque crise, des députés de gauche et d'extrême gauche réclament cette mesure, et une partie des députés socialistes vote en faveur de cette rétorsion¹⁶. Au total, dans les grands pays européens, les partis de droite constituent le meilleur appui à l'Etat juif. La droite française n'échappe pas à cette règle, même si l'israélophilie de l'UMP mérite d'être démythifiée.

13. Robert Assaraf, *Ibid*, pp.130-132.

14. Traduit sur le site Le Post. fr, le 19 juin, sous le titre *José María Aznar : Israël/Occident : notre destin est inextricablement lié*. Depuis, cet appel a été signé par plusieurs personnalités de l'Internationale conservatrice, notamment Alejandro Toledo, ancien président du Pérou (2001-2006), Marcello Pera, philosophe italien et ancien président du Sénat de son pays de 2001 à 2006, David Trimble, ancien Premier ministre (unioniste) d'Irlande du Nord, John R. Bolton, ancien ambassadeur à l'ONU des Etats-Unis sous l'administration Bush, Vaclav Havel, ancien président tchèque

15. Cité par le site L'Argument, *José María Aznar réitère son soutien à Israël*.

16. Voir notre article dans l'Almanach du KKL Alsace, 2003, *Comment l'antisionisme vient aux Européens*, pp. 101-107.

Partage des tâches à l'UMP

L'UMP, parti unique de la droite fondé en 2002 suite à la réélection de Jacques Chirac, regroupe d'abord les anciens du RPR. De la tradition gaulliste, il reste plus qu'on ne le croit sur le plan diplomatique : un lien fort avec le Maghreb, une proximité avec nombre de régimes arabes, y compris celui du colonel Kadhafi en Libye à qui la France de Nicolas Sarkozy a vendu de la technologie nucléaire après la libération des infirmières bulgares en 2007. On notera également au sein de l'UMP le maintien d'une fraction pro-arabe très active, avec quelques parlementaires comme Didier Julia, proche de l'Irak de Saddam Hussein, Roselyne Bachelot, qui présida le groupe études France-Irak de l'Assemblée nationale et milita contre les sanctions infligées à ce pays après la première guerre du Golfe, ou encore Philippe Marini, président du groupe d'amitié France-Syrie au Sénat, qui se rend régulièrement à Damas et à Ryad¹⁷. Cette tradition est très présente chez les anciens ministres des Affaires étrangères. On est frappé de la similitude de vues entre tous ceux qui occupèrent le Quai d'Orsay. Maurice Couve de Murville, qui fit la politique arabe de la France, se vanta à ce titre d'avoir *mis fin aux coucheries avec Israël*. Michel Jobert réagit à la guerre de Kippour en déclarant : *Est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi constitue forcément une agression*

17. Voir le portrait de cet énarque, parlementaire, et riche homme d'affaires dans *Les Echos* du 25 mars 2009. On notera que le positionnement international de ce personnage ne peut être exempté de tout antisémitisme : Philippe Marini s'est opposé lors de l'inauguration d'un monument de la déportation à Compiègne, ville dont il est maire, à la participation de Simone Veil, pour ne pas donner à la cérémonie un aspect *racial*.

imprévue?¹⁸ Plus près de nous, Dominique de Villepin, le 25 février 2003, recevant une délégation de parlementaires UMP favorables à la guerre en Irak, leur déclara : *Les faucons de l'administration Bush sont totalement pris en main par Sharon*, ce qui devait lui attirer une réplique cinglante de Pierre Lellouche¹⁹. Il est vrai que le flamboyant ministre des Affaires étrangères de l'époque avait déjà fait connaître son sentiment selon lequel *Israël est un accident de l'Histoire*. Ainsi donc, contrairement à la légende, les gouvernements de la présidence Chirac et ceux formés par le président Sarkozy n'échappent pas à la tradition du Quai d'Orsay²⁰. Hervé de Charrette, Michel Barnier et Bernard Kouchner, ont, à de nombreuses reprises, sévèrement critiqué la politique israélienne. On constate simplement un glissement : officiellement, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, la politique moyen-orientale de la France est plus pro-israélienne qu'avant. Le président n'a jamais caché sa sympathie pour l'Etat juif²¹, et l'a souvent soutenu publiquement. Ainsi, il fut le seul responsable politique français de premier plan à reconnaître à Israël *le droit de se défendre*, lors de la Seconde guerre du Liban (juillet 2006). Il fit cette déclaration à la télévision à une heure de grande écoute²², préférant confier à la presse

18. Voir Diallo Thierno, *La Politique Etrangère de Georges Pompidou*, LGDJ, Paris, 1992.

19. Le Canard Enchaîné, 5 mars 2003, p. 2. L'information a été reprise par Actualité Juive.

20. Sur cette tradition, voir le témoignage de première main d'Alain Pierret : Ambassadeur en Israël 1986-1991, Desclée de Brower, 1999.

21. Voir notre article dans cette même revue, n° 14/2009, *Les Juifs de France et l'élection présidentielle de 2007*, pp. 150-159.

22. Le 16 juillet 2006 au journal de 20h00 de TF1.

écrite²³ des opinions plus modérées sur la guerre menée par l'Etat juif contre le Hezbollah : *Est-ce que pour autant je considère que le gouvernement israélien a eu en se défendant la réponse appropriée ? Je n'en suis pas sûr. Si je suis l'ami d'Israël, je suis aussi celui du Liban qui doit devenir un pays véritablement souverain*. Ces nuances rapprochent Nicolas Sarkozy du consensus existant dans l'ensemble du monde occidental sur le conflit au Proche Orient. Mais il se garde bien de le proclamer, laissant à son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui ne peut rien faire sans l'aval de Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du Président, le soin de condamner Israël dans des moments difficiles : lors de l'opération *Plomb Durci*, à Gaza en décembre 2008, ou encore après l'arraisonnement suivi de neuf morts du navire turc de la flottille voulant briser le blocus de la bande en mai 2010. Plus encore, des initiatives comme celles de l'ex-directeur du Proche-Orient au ministère des Affaires étrangères, Yves Aubin de La Messuzières²⁴, qui préconise un dialogue avec le Hamas, ne peuvent être prises sans être couvertes par les autorités françaises.

Ce partage des tâches présente un avantage. Vis-à-vis de son ami Binyamin Netanyahu, Nicolas Sarkozy peut encore se présenter comme un fidèle de l'Etat juif, prêt à jouer un rôle dans le processus de paix. C'est le sens de sa disponibilité proclamée pour organiser à Paris une conférence internationale sur le sujet. Mais au total, Nicolas

Sarkozy reste dans le *main stream* du monde politique européen : un soutien de principe à Israël, de plus en plus chiche, tempéré par des critiques, en qualifiant les répliques militaires israéliennes d'un mot qui fait fortune depuis la Seconde guerre du Liban : *disproportion*. Certes, au sein de l'UMP, Israël peut compter sur des éléments droitiers, tels Eric Raoult, président des élus locaux amis d'Israël, Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes, qui avait présidé le groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée nationale, ou son successeur à ce poste, Claude Goasguen. Patrick Devedjian et Alain Madelin font également partie des soutiens à l'Etat juif au sein de l'UMP. Cela confirme que la distanciation *de facto* de la droite modérée vis-à-vis d'Israël dégage un espace pour la droite de la droite où la surenchère pro-israélienne établit des liaisons dangereuses.

Liaisons dangereuses

Les dangers sont d'abord de l'ordre du discours. Le Parti républicain américain dérive facilement vers une lecture ethnique du conflit proche-oriental. Ainsi, en 2008, sa branche juive, l'*American Jewish Coalition*, avait développé contre Barack Obama une rhétorique aux connotations racistes évidentes, avec des campagnes sur les fréquentations arabes du candidat démocrate, ses liens avec un professeur palestinien à l'université de Chicago ...²⁵ Des partis de droite en Europe ne sont pas en reste. D'abord en Italie, où, on l'a vu, le parti de Silvio Berlusconi, le Peuple de la Liberté (PDL) affiche un soutien à Israël sur une base idéologique de moins en moins masquée : la lutte contre l'Islam. Plus subtil, le prési-

23. Le Figaro Magazine, 4 septembre 2006.

24. Ancien diplomate devenu chercheur, arabisant et spécialiste du Proche-Orient, a rencontré à plusieurs reprises les principaux dirigeants du Hamas. Il est depuis 2009 président de la Mission laïque française, poste qui ne peut être obtenu sans l'aval des ministères de tutelle.

25. Voir notre article précité *Barack Obama, Israël et les Juifs*.

dent de l'Assemblée nationale, Gianfranco Fini, ancien dirigeant néo-fasciste depuis longtemps éloigné de l'extrême droite ²⁶, ne manque jamais de manifester son attachement à Israël. A la suite des déclarations incendiaires du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, Gianfranco Fini, alors en charge des Affaires étrangères, déclarait lors d'un séjour en Israël au quotidien Yediot Aharonot que ces déclarations ont *provoqué l'écœurement dans le monde* et que la réponse de la communauté internationale doit être *claire et résolue*.

En Belgique, le soutien à Israël est d'abord le fait du Mouvement réformateur, parti de centre-droit francophone de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Louis Michel, qui fut l'un des rares dirigeants européens à ne pas condamner Israël lors de l'opération *Plomb Durci* à Gaza. Mais son statut actuel de commissaire européen au Développement ne lui autorise pas une totale liberté d'expression. C'est surtout Viviane Teitelbaum, députée bruxelloise, venue du très à gauche Centre communautaire juif laïc (CCLJ), et encore très engagée dans la sphère communautaire, qui mène le combat contre une gauche systématiquement anti-israélienne. Mais ce soutien d'un parti modéré à l'Etat juif se situe dans un contexte beaucoup plus extrême : des controverses très vives sur le conflit moyen-oriental dans la capitale du Royaume et en pays wallon, où la gauche est accusée de pratiquer un soutien à la cause palestinienne en fonction de ses intérêts électoraux dans des communes où la présence de populations musulmanes est importante, voire majoritaire. En pays flamand, à Anvers, les nationalistes sont allés plus loin en affichant parfois un soutien à Israël qui présente un double avantage :

26. Voir le portrait de cette importante personnalité du monde politique italien dans Le Point du 18 janvier 2007 : *Gianfranco Fini, Itinéraire d'un repent*.

comme argument montrant le danger de l'*islamisation* réelle ou supposée de la Belgique d'une part, et comme couverture vis-à-vis de toute accusation d'antisémitisme ²⁷.

En Hollande, c'est un même cas de figure que l'on peut observer au profit de Geert Wilders, chef du parti populiste néerlandais, devenu la troisième force du pays aux élections législatives de juin 2010. Geert Wilders, depuis sa jeunesse où il avait travaillé dans un moineau, se proclame ouvertement pro-israélien. Lui non plus ne s'encombre pas de nuances : *Si Jérusalem tombe aux mains des Musulmans, Athènes et Rome suivront. Ainsi, Jérusalem est la principale ligne de défense de l'Occident. Ce n'est pas un conflit sur le territoire, mais une bataille idéologique entre la mentalité de l'Occident libéré et l'idéologie de la barbarie islamique*. Il propose simplement de... rebaptiser la Jordanie et de l'appeler *Palestine*²⁸, ce qui suffirait, selon lui, à régler le problème palestinien.

La droite dure suisse n'est pas en reste. Oscar Freysinger, l'homme à l'origine de la *votation* sur l'interdiction de la construction de minarets en novembre 2009, explique : *Notre parti a toujours défendu Israël parce que nous sommes bien conscients que, si Israël disparaissait, nous perdriions notre avant-garde... Aussi longtemps que les Musulmans sont concentrés sur Israël, le combat n'est pas dur pour nous. Mais aussitôt*

27. Ainsi, dans Haaretz du 28 août 2005, Filip de Winter, dirigeant du Vlams Block devenu le Vlams Belang, confirme son *rapprochement progressif avec les Juifs et Israël*. Dès les années quatre-vingt-dix, il avait donné une interview au mensuel juif bruxellois Contact J, soulignant son admiration pour un pays qui accorde sa nationalité sur des critères ethniques et religieux...

28. *Change Jordan's name to Palestine*, Y-Net, 20 juin 2010.

qu'Israël aura disparu, ils viendront s'emparer de l'Occident ²⁹.

En France, les dérives sont moins voyantes. Marine Le Pen a longtemps essayé de mettre à profit son mandat d'eurodéputée pour se faire inviter dans le cadre d'une délégation parlementaire en Israël, projet toujours refusé par l'Etat juif. Mais prise entre l'antisionisme de son père et le négationnisme de son rival Bruno Gollnisch, elle se garde de se couper des éléments antisémites de son parti. C'est donc ailleurs que s'exprime un soutien radical à Israël. Ainsi, des intellectuels comme Guy Millière, très proche des *think thank* néoconservateurs américains, ou encore l'écrivain Maurice G. Dantec, issu d'un milieu communiste et converti au catholicisme, soutiennent Israël en des termes proches de ceux de Geert Wilders et d'Oscar Freysinger. Ces interventions prennent parfois un tour plus politique. On notera à ce titre que lors de la manifestation parisienne en mémoire d'Ilan Halimi le 26 février 2006, Philippe de Villiers ne fut expulsé que grâce à l'intervention de Patrick Klugman, ancien président de l'UEJF et vice-président de SOS Racisme. Il est vrai que le président de l'époque du CRIF voulait inviter le leader du très à droite Mouvement pour la France, antimusulman notoire, au traditionnel dîner de son organisation. Cette invitation ne fut pas envoyée, Roger Cuckierman étant mis en minorité sur ce point par le bureau du CRIF.

Ces prises de position de la droite dure et des nouvelles formations populistes européennes confirment un glissement que soulignait, pour s'en féliciter, un commentateur israélien, Nadav Haetzni, en écrivant dans le quotidien Maariv du 24 juin 2010 : *En Europe, il existe des signes*

de changements vitaux qu'il faut qu'Israël alimente. De nombreux Européens se rendent enfin compte des conséquences d'une politique de la porte ouverte à l'immigration issue de l'Afrique du Nord et des pays arabes. Le côté positif de la venue d'une main-d'œuvre bon marché est désormais contrebalancé par ce qu'apportent avec eux nombre de ces immigrants : l'extrémisme et une volonté d'imposer l'islam à la vieille Europe. A Amsterdam, Paris et Madrid, on se réveille finalement et on est terrifié par la direction qui est imposée à l'Occident. Cette prise de conscience permet de mieux comprendre ce que nous avons eu à affronter depuis la naissance du sionisme politique. Il est donc temps... de commencer à écouter ces nouvelles voix venues d'Europe.

Au total, la position de la droite traditionnelle et ce glissement récent du soutien à Israël vers la radicalité, ne sont pas sans conséquence politique. La base de plus en plus étroite des soutiens dont dispose Israël au sein de l'Internationale conservatrice marginalise encore un peu plus Israël sur la scène internationale. En Israël, le Likoud met en avant l'appui dont il dispose auprès d'une partie du monde politique occidental, alors que le Parti travailliste ne peut se prévaloir d'un tel soutien de la part de l'Internationale socialiste dont il est pourtant membre. Dans la diaspora, cela a déjà des conséquences importantes sur le positionnement des communautés juives sur la scène politique intérieure de leurs pays respectifs ³⁰, qui à la notable exception du judaïsme américain, ont toutes viré à droite : l'Internationale conservatrice, à défaut d'avoir une existence très organisée sur le terrain, en a bien une dans les têtes, et c'est ce qui fait sa force.

29. Cité par Olivier Moss in *Les Minarets de la Discorde*, sous la direction de Patrick Haenni et Stéphane Lathion, Religioscope-Infolio, Genève, 2009.

30. Voir nos articles précités dans les numéros de 2009 et 2010 de cette même revue.